L'Estonie est une république unitaire avec un régime parlementaire présidée par Alar Karis. Le tourisme est un élément essentiel pour l'économie de l'Estonie, représentant près de 8% du produit intérieur brut en 2019, avant la crise de la COVID-19 et employant 4,3% de ses habitants. En effet, nous pourrions qualifier la croissance du secteur comme exponentielle: le nombre de touristes annuels s'est multiplié par six de 1995 à 2017 (de 530 000 touristes à 3 245 000 touristes respectivement). Cependant, cette croissance non réglementée n'est pas libre de défis. Nous nous voyons désormais confrontés à la nécessité d'encadrer le développement touristique en préservant le patrimoine naturel, culturel et humain, tout en garantissant une répartition des bénéfices équitables et en veillant à la durabilité du secteur.

Une croissance raisonnée du tourisme dans l'Union Européenne présente de nombreux enjeux et des possibles complications. Tout d'abord, le respect de l'environnement, du patrimoine, des communautés locales et de l'urbain peuvent être mis en question, voilà pourquoi il faudrait favoriser un tourisme dynamique et durable. Cette croissance pourrait aussi avoir des risques au niveau immobilier: la gentrification, la saturation des sites et des centres-villes, la spéculation immobilière... La dépendance économique de certains pays au tourisme peut aussi susciter des fragilités lors d'une crise.

En effet, l'Estonie souffre les conséquences du tourisme non réglementé: c'est l'exemple du "vodka tourism". Cette pratique est devenue particulièrement populaire après l'introduction d'un service de ferry qui connecte Helsinki et Tallinn depuis 1968, attirant les Finlandais cherchant de l'alcool bon marché en Estonie. De plus, le "vodka tourism" contribue à abaisser la réputation de l'Estonie en tant que destination touristique. Notre pays est aussi affecté par sa proximité géographique avec la Russie qui est en guerre avec l'Ukraine: le nombre de touristes visitant l'Estonie a diminué considérablement depuis le début du conflit en 2022.

L'Estonie soutient fermement une gestion collective du tourisme au sein de l'Union Européenne. Nous jugeons qu'une politique commune est essentielle pour que la croissance équilibrée et durable de cette industrie soit garantie. Nous avons déjà entrepris plusieurs initiatives promouvant le tourisme responsable et durable. Nous avons investi dans le développement du tourisme rural, en soulignant l'importance de la préservation de notre nature intacte et en promouvant les traditions et le commerce locaux. En tant que membre de ONU Tourisme, nous avons signé la Charte du Code Mondial d'Éthique du Tourisme (Résolution du 21 décembre 2001). Nous adhérons à toutes les résolutions en relation avec le tourisme en relation avec l'Union Européenne. Mais nous promouvons aussi des projets plus spécifiques et à une autre échelle: par exemple, nous avons lancé le projet CAITO (Meta Cluster for Attracting the Japanese Tourisme Market), collaborant avec la Finlande et la Lettonie pour accroître le tourisme rural, le promouvoir et diversifier les destinations touristiques, atténuant ainsi la pression sur les sites touristiques populaires.

L'Estonie a mis en place plusieurs mesures pour aborder la croissance du tourisme de manière raisonnée. Le principal objectif de la politique touristique estonienne est d'accroître la compétitivité internationale du tourisme estonien, d'augmenter la valeur ajoutée des entreprises touristiques, tout en garantissant la durabilité du secteur, des destinations et de l'environnement naturel et vivant. Pour garantir le développement du tourisme nous coopérons avec des organisations représentant des entreprises d'hébergement, de restauration et de gestion de voyages, des acteurs et des réseaux du tourisme et des organisations de gestion du développement (OGD) liées au tourisme régional. D'autres acteurs intervenants au second plan sont des agences de protection des consommateurs, des institutions éducatives (comme l'Université Estonienne des Sciences de la Vie qui dirige le projet international CAITO), des organismes de développement régional du tourisme et des départements du gouvernement, notamment dans les domaines du transport, de la technologie et de l'environnement.

Cependant, d'autres solutions supplémentaires peuvent être envisagées: par exemple, notre pays pourrait envisager de renforcer sa coopération avec d'autres États membres de l'Union Européenne, au-delà de la mer Baltique, pour élaborer des politiques communes visant à gérer de manière plus efficace la croissance du tourisme à l'échelle européenne, notamment en partageant les meilleures pratiques et en coordonnant les initiatives de développement touristique durable à travers le continent. Plus spécifiquement, l'Estonie cherche à développer une niche très particulière dans le secteur du tourisme: l'authenticité préservée dans ses villes et sa nature. En effet, l'Estonie possède des forêts anciennes uniques; le centre historique de Tallinn a été déclaré par l'UNESCO patrimoine

mondial en raison de son état préservé: cette originalité que d'autres pays membres partagent peut être le point de départ d'accords de collaboration.

En somme, l'Estonie connaît d'importants développements depuis son existence en tant que république. Elle est passée d'un État membre de l'Union Soviétique à une république unitaire considérée comme un des pays les plus sûrs au monde pour voyager, et contenant l'une des trois capitales culturelles de l'Europe en 2024, Tartu.

L'Estonie se déclare donc engagée envers une approche équilibrée, collaboratrice et durable de la gestion du tourisme au sein de l'Union Européenne. Nous croyons que la coopération internationale et la solidarité entre les États membres sont cruciaux pour résoudre les problèmes et défis posés par la croissance si rapide du secteur touristique. Nous sommes convaincus que l'Union Européenne a un rôle majeur à jouer dans la promotion d'un tourisme responsable, respectueux de l'environnement et centré sur les communautés locales. L'Estonie cherche donc à établir des collaborations avec d'autres pays membres, développer un tourisme plus durable et mieux géré, mettre en place des projets à l'échelle locale et des partenariats avec des acteurs publics et privés.